



ENTRETIEN

JACK LANG À JEAN-MICHEL BLANQUER :
“Prenez le pouvoir!”





Autorité et formation des enseignants, rythmes scolaires, moyens... Sans remettre fondamentalement en question la politique actuelle, l'ancien ministre de l'Education nationale appelle son successeur à faire preuve de plus d'audace

Propos recueillis par GURVAN LE GUELLEC
 Photos VALERIO VINCENZO

A travers le hashtag #PasDeVague, des milliers d'enseignants ont fait part de leur malaise face à la multiplication des violences dans les établissements. Qu'est-ce que ce mouvement raconte sur l'état de notre école?

Jean-Michel Blanquer C'est d'abord la traduction d'une aspiration bien naturelle à l'autorité et à la sécurité. Le fait qu'un environnement sûr ne soit plus garanti dans un certain nombre d'établissements est inacceptable. Le mouvement « Pas de vague » met en exergue une réalité qui est restée trop longtemps tue ou minorée. Cela étant posé, je n'ai pas attendu ce jour pour me saisir de ces questions. Dans mon premier discours aux recteurs et aux DASEN [les anciens inspecteurs d'académie, NDLR], j'ai incité nos cadres à dire les choses. Et en les disant à commencer à les résoudre. Nous avons donc déployé un train de mesures imposant la systématique du signalement et du suivi de tous les actes de violence. La réussite de l'ensemble passe par l'unité du monde adulte. Et les professeurs savent qu'ils peuvent compter sur mon soutien.

Jack Lang, l'autorité des enseignants vous paraît-elle davantage remise en question qu'il y a vingt ans?

Jack Lang La question n'est pas nouvelle. Ministre en 1992, j'avais mis en œuvre le premier plan anti-violences à l'école. Cela en avait surpris plus d'un. Mais, oui, on peut être de gauche et tenir fermement à cette notion d'autorité, qui joue un rôle central dans la transmission des savoirs. Maintenant, de quelle autorité parle-t-on? L'autorité se construit, se consolide par une véritable formation des maîtres, ce qu'hélas nous avons négligé depuis dix ans. En revanche, je ne crois pas qu'elle s'impose par un oukase. J'ai été surpris d'entendre M. Castaner, le ministre de l'Intérieur, promouvoir la



▲ Jean-Michel Blanquer a confronté sa vision de l'école à celle de Jack Lang, ministre de l'Education nationale des gouvernements Bérégovoy puis Jospin.

présence physique de policiers dans les établissements. Que nous ayons besoin d'un environnement sûr, c'est une évidence, mais les problèmes de l'école doivent d'abord se résoudre au sein de l'école. Pas en recourant à des acteurs extérieurs, dont ça n'est pas le métier.

J.-M. B. Personne, ni Christophe Castaner ni moi-même, n'a envisagé la présence systématique et permanente des forces de l'ordre dans tous les établissements. Il est évident que l'école est un lieu de transmission des savoirs et des valeurs, un sanctuaire d'une certaine façon. Mais on doit être pragmatique ►►



► face à certains comportements extrêmes. Il y a déjà un référent police ou gendarmerie pour chaque établissement. Et si le chef d'établissement juge que sa présence est requise, cela peut être pertinent. Je ne me drape pas dans une posture. Je cherche à défendre, pour de vrai, les plus faibles.

Comment expliquez-vous le sentiment de perte de contrôle dont témoignent de nombreux enseignants?

J.-M. B. L'école est le réceptacle d'évolutions sociétales, qu'elle subit sans en être forcément responsable. Mon objectif est d'inverser le cours des choses. Cela veut dire garantir la sécurité de tous et faire en sorte que l'école devienne une matrice de confiance au sein de la société. Dès les premières années de la scolarité, nous devons être capables d'enseigner l'empathie, la confiance en soi, la capacité de gagner à plusieurs, la non-violence... tous ces sujets qui à la fin construisent la société. C'est pourquoi j'insiste d'ailleurs sur « lire, écrire, compter ET respecter autrui ». Si à l'issue de la maternelle nous avons une attitude de sociabilité, un rapport à autrui bien établi, l'école et la société ne s'en porteront que mieux dans la durée.

J. L. Pour poursuivre cette mission éducative, il faut toutefois des moyens, notamment humains. La présence forte d'adultes dans les établissements est une condition sine qua non pour en faire ces oasis de tranquillité que nous appelons de nos vœux. Quand j'étais en responsabilité, je disposais de 60 000 aides-éducateurs, 10 000 de plus qu'aujourd'hui, mais aussi de 15 000 à 16 000 appelés du contingent, de futurs professeurs qui accomplissaient leurs devoirs militaires tout en se familiarisant avec la vie scolaire. Nous avons également fait un effort notable sur l'encadrement psychologique et sanitaire : les médecins scolaires, les infirmières, ces aides de tous ordres qui contribuent à créer un climat de sûreté et de bien-être dans les établissements. C'était une priorité. Et ce n'est plus le cas depuis.

J.-M. B. Ça l'est. Notre budget augmente de 850 millions d'euros en 2019, et nous ne supprimons pas de poste de vie scolaire. Les vrais enjeux sont qualitatifs. Par exemple, il est important d'avoir des médecins et des infirmières. Nous avons les moyens pour cela. Mais, ni de votre temps ni depuis, l'institution n'a su s'organiser pour atteindre des objectifs essentiels comme la visite médicale avant 6 ans. Avec Agnès Buzyn, nous travaillons à ce que cela devienne une réalité.

Jack Lang, vous avez soulevé la question de la formation des professeurs. Tenir une classe est tout un art... Les profs français manquent-ils de pédagogie?

J. L. Ils font ce qu'ils peuvent. La formation des maîtres est une des pires d'Europe. Elle a été saccagée depuis

dix ans. D'abord sous la présidence Sarkozy, qui a simplement rayé de la carte les instituts de formation [les IUFM, rebaptisés Espé en 2013], puis sous la présidence Hollande, qui les a remis en place en commettant l'erreur funeste de les laisser entre les mains des universitaires. Conséquence : les cursus proposés sont beaucoup trop théoriques, beaucoup trop coupés des réalités du terrain et à géométrie variable selon les universités. Il faut revenir à la raison. C'est au seul ministre de l'Éducation nationale qu'il appartient de définir nationalement des règles communes s'appliquant par-



“IL Y A DU LAISSER-ALLER DANS LA FORMATION DES ENSEIGNANTS. L'ÉTAT, EN TANT QU'EMPLOYEUR, DOIT REPRENDRE LA MAIN.”

JEAN-MICHEL BLANQUER



tout. Ne soyez pas trop prudent, monsieur Blanquer. Vous et vous seul pouvez redresser la barre. J'ai même envie de vous dire : « Prenez le pouvoir ! » C'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu.

J.-M. B. Je serais un cran de sévérité au-dessous de Jack Lang, mais je partage son diagnostic. La formation est en effet une question nodale, qui rejaillit sur la discipline, le climat scolaire. Une loi est en préparation pour le début de l'année 2019. Elle permettra d'en finir avec le laisser-aller actuel qui selon moi remonte plutôt aux années 1990. L'exemple-type, c'est le temps que les apprentis-professeurs consacrent à l'apprentissage de la lecture. Il y a un rapport de un à dix selon les Espé. C'est beaucoup trop hétérogène. Comme le temps de formation destiné à la tenue de classe, aux relations avec les parents ou à l'éducation artistique, culturelle et sensorielle si chère à Jack Lang. L'État, en tant qu'employeur des enseignants, doit reprendre la main. Dans le futur, nous nous assurerons que ces compétences-clés soient transmises et que plus de la moitié des horaires soient consacrés aux fondamentaux. Cela n'implique pas pour autant d'entrer en opposition avec l'université. Il faut plutôt favoriser des logiques coopératives, associer les savoirs de pointe et le meilleur des ►►



►► pratiques professionnelles grâce à des formateurs présents eux-mêmes sur le terrain avec les élèves.

Jean-Michel Blanquer, vous nous avez expliqué vouloir construire une école « matrice de confiance dans la société ». Aujourd'hui, nos collèges et lycées restent des lieux marqués par l'anonymat et l'individualisme. Cela n'aide pas à pacifier les mœurs...

J.-M. B. Certes, mais je ne crois pas que cette situation soit irrémédiable. Le succès d'un site comme Copains d'avant atteste – a posteriori ! – un attachement fort aux établissements. Le problème, c'est que l'institution scolaire n'y répond pas assez. C'est une vraie préoccupation. Nous sommes dans des sociétés sécularisées qui n'offrent plus les rituels d'initiation des sociétés anciennes. Or l'enfant, en entrant dans l'adolescence, a besoin d'explicitations, d'engagement. Si nous ne lui offrons pas des occasions de s'engager positivement, alors il risque de le faire négativement dans les addictions contemporaines : les gangs, le fondamentalisme, toute une série de soleils noirs que la société lui propose. D'où ma volonté de promouvoir des modèles de service de l'intérêt général comme ces classes Croix-Rouge que nous sommes en train de développer dans les collèges. La création du service national universel



“RÉDUIRE LE TEMPS SCOLAIRE, C'EST CREUSER TOUJOURS PLUS LES INÉGALITÉS.”

JACK LANG

pour la classe d'âge correspondant aux élèves de seconde envoie un signal dans le même sens.

J. L. Le problème, c'est que pour nombre d'élèves l'école est une vraie souffrance. Ils n'ont pas l'impression d'être reconnus, de progresser. Certains s'en sortent par le sport, par des activités manuelles, par les arts et la culture, mais d'autres n'ont pas cette chance et restent sur le carreau. Il faut penser à eux, en inventant des établissements expérimentaux ou des structures parascolaires qui permettent de redonner un sens

aux études. Notre système accorde une place trop restreinte à la créativité et aux initiatives de nos adolescents. Il les gave par des empilements de programmes, alors qu'il vaudrait mieux appliquer la maxime de Rabelais : « Allumer un feu. »

Si l'école doit redevenir un lieu de socialisation, cela nous amène à aborder la question du temps scolaire...

J. L. Tout à fait ! Je crois dur comme fer que la pratique régulière d'un art peut être à la fois une thérapie contre la violence, une source de lien social et un sésame vers les autres apprentissages : le théâtre vers la maîtrise de la langue, la musique vers les mathématiques... Mais encore faut-il disposer de temps. Il y a donc un point sur lequel je ne parviens pas à vous suivre, Jean-Michel Blanquer, c'est sur la question des rythmes. En autorisant chaque conseil d'école à choisir librement entre la semaine de quatre jours et celle de quatre jours et demi, vous avez très certainement fait le bonheur des enseignants et des municipalités, mais vous avez fait un mauvais coup à nos enfants. En trente ans, ils ont perdu trente-cinq jours d'enseignement, alors que l'école est le lieu idéal de brassage culturel et social. De plus, tous les chronobiologistes soulignent que c'est un non-sens de leur infliger des journées aussi longues.



J.-M. B. Je vous rassure, nos élèves n'ont pas perdu de temps d'enseignement ! Les heures ont juste été réparties différemment dans la semaine. Par ailleurs, vous le savez comme moi : les activités périscolaires mises en place dans le cadre de la semaine de quatre jours et demi étaient d'une qualité très inégale. Nous leur avons substitué un « plan mercredi » qui vient en appui des communes urbaines et rurales les plus démunies et permet d'offrir des activités pleinement éducatives aux enfants dans les domaines de la nature, de la culture et du sport.

J. L. Votre idée est ingénieuse. Je ne vois pas toutefois comment vous parviendrez à réduire le hiatus entre communes riches et communes pauvres. Notre école est loin d'être le creuset social dont nous pouvons rêver, mais elle garantit une offre d'activités à peu près homogène sur tout le territoire. Réduire le temps scolaire, c'est creuser toujours plus les inégalités.

J.-M. B. Vous verrez bien. Nous mettons 100 millions d'euros sur la table avec une

priorité aux communes défavorisées. Je suis comme vous persuadé que beaucoup de choses se passent à l'école. Mais pour favoriser l'épanouissement de tous, recréer de la mixité sociale, et développer une sociabilité positive, nous devons viser encore plus large : nous intéresser aux temps périscolaires, aux colonies de vacances, qui ne sont plus les lieux de brassage qu'elles étaient jadis. A l'heure des addictions numériques et des dérives individualistes, c'est le temps de l'enfance dans sa globalité qu'il nous revient d'appréhender. ■